

COURS N°= 05

viles du système socialiste

Ville socialiste : ces deux mots accolés établissent une relation entre une entité spatiale et un système idéologique, politique, économique et social. On suppose ainsi que les héritages d'un demi-siècle (ou plus pour les villes des pays issus de l'URSS) de gestion socialiste ont laissé suffisamment de traces dans les paysages, les formes - autrement dit les « structures matérielles de la ville » -, mais aussi dans les comportements du corps politique, économique et social, pour produire entre ces villes un faisceau de ressemblances plus puissant que les forces de différenciations héritées de périodes antérieures, ou dues aux effets de contexte géographique.

Il existe en réalité trois manières différentes d'articuler « ville » et « socialisme », qui correspondent à des approches épistémologiquement différentes. La première lecture consiste à interroger la ville pensée par les fondateurs de l'idéologie socialiste. La deuxième s'intéresse à la ville projetée et mise en avant par ceux-là mêmes qui se réclamaient de cette idéologie : il existe ainsi un corpus de textes exposant les valeurs et les méthodes de l'urbanisme, de l'architecture socialistes, non pas dans l'absolu, mais illustrées par des réalisations urbaines nées après 1945 –ou 1917. Le troisième niveau de lecture a pour objet la ville réalisée, dans toutes ses dimensions – et pas seulement architecturale.

Grâce aux outils et méthodes des sciences sociales, cette démarche interroge l'identité et le fonctionnement de la ville du socialisme réel.

L'exemple de la ville de Novi Zagreb est la partie moderne de la ville, composé de blocs de maisons et de tours qui ont été construites au cours de l'ère socialiste.



La ville du socialisme réel

Enfin, l'analyse de la ville du socialisme réel ne questionne pas le caractère « socialiste » de l'architecture ou de l'urbanisme dans les pays de l'est, mais a pour objet la ville, avec sa morphologie sociale autant que spatiale ; méthodologiquement, cette démarche repose sur une série d'études empiriques, menées pendant plusieurs décennies par des sociologues et des géographes. Cette littérature que l'on rencontre à partir des années 1960 dans les pays de l'est, est différenciée dans ses intentions, et très déséquilibrée quant à ses territoires d'origine. On y trouve d'une part des études relevant de la commande politique, cherchant à établir l'existence d'une ville « socialiste » dans ses cadres de vie et ses logiques sociales. Dans des albums illustrés ou des articles plus austères, ces textes vantent le brassage social dans les immeubles d'habitation, l'élévation du niveau de vie des nouveaux citoyens accédant à un mode de vie moderne. On trouve d'autre part des analyses beaucoup plus critiques, à partir des années 1970, visant à opposer au modèle idéologique la réalité urbaine et le vécu des habitants. Faisant intrinsèquement appel aux outils des sciences sociales, elles sont présentes dans les pays où ces disciplines n'étaient pas trop bridées : l'Europe centrale stricto sensu⁹. Afin de cerner l'identité d'une « ville socialiste », ces études sociologiques ou géographiques font souvent appel à la comparaison : certains ont choisi de comparer une même ville avant et après l'instauration du socialisme¹⁰. La plupart comparent la ville « socialiste » non pas à ce qu'elle fut dans une phase antérieure de développement « capitaliste », mais aux villes observables à la même époque, évoluant dans un contexte d'économie libérale et de régime démocratique : celles du monde « occidental ». Quels résultats ont produit ces études empiriques ?

Quel bilan de la « ville socialiste » ?

Hamilton et French introduisaient leur célèbre ouvrage de 1979 ainsi : « Is there a socialist city ? »¹¹. Ils entamaient leur réflexion en se demandant si cette ville socialiste était fondamentalement différente de la ville capitaliste et d'emblée répondaient positivement, en se proposant de qualifier cet écart. Il était fait selon eux des éléments suivants : forte croissance des villes, surtout dans les régions les moins urbanisées, planification sous forme de zonage fonctionnel, recours au micro-raïon dans la conception urbanistique, absence de prix du sol, propriété et gestion majoritairement publiques du sol et des investissements, niveau médiocre des services, sauf les transports publics, mais ségrégation contenue. Un des apports de cette synthèse réside dans les études intra-urbaines empiriques donnant à voir le fonctionnement social de ces villes, loin de la littérature convenue chantant les prouesses de la croissance urbaine à échelle nationale. Elles montraient notamment comment les divisions sociospatiales d'avant-guerre avaient résisté, malgré les transformations brutales et radicales de la physionomie et de la sociologie urbaines¹², et qu'en outre, la ville socialiste avait produit elle-même des processus ségrégatifs originaux, à l'encontre de l'idéologie d'abolition des différences de classes. Mais quant à la nature et au fonctionnement des inégalités d'accès au logement urbain, un bien qui était notoirement placé sous le signe de la pénurie,

sociologues et géographes hongrois polémiquèrent dans les années 1980¹³. Le débat scientifique sur la « ville socialiste » a repris après les années 1990. Ian Hamilton, 35 ans après la synthèse qu'il rédigea avec Richard French, rappelle en 2005 dans quelle mesure l'identité de la ville socialiste repose sur une bifurcation urbaine majeure intervenue entre 1945 et 1949, qui les singularise par rapport au destin des villes d'Europe de l'ouest, de sorte que les villes socialistes en vinrent à être plus semblables entre elles¹⁴. Mais cette divergence s'atténua selon lui dans les années soixante-dix, et les dynamiques de l'industrialisation finirent par replacer les villes socialistes dans le sillon de l'urbanisation moderne et européenne, au moins à un niveau macro, point sur lequel Hamilton rejoint d'autres auteurs d'Europe centrale¹⁵. La plupart d'entre eux souligne en effet que la ville socialiste garde toute sa singularité lorsqu'on se place à un niveau micro¹⁶. Le principe unificateur de l'industrialisation qui en effet semble avoir gouverné de manière assez homogène la croissance du réseau urbain s'efface à cette échelle fine devant des mécanismes de nature politique et socioéconomique : le contrôle étatique, omniprésent dans presque tous les aspects du développement urbain, oriente ainsi la propriété et l'utilisation du sol, les mécanismes de production et d'allocation du logement, les ressources financières des villes, la maîtrise de leur croissance démographique, et in fine les formes de division sociale de l'espace.